

Afrique du Sud

Recherche intégrée et création de scénarios pour l'élaboration d'une LEDS

Activité	Approche LTMS/MAPS en matière de recherche collaborative, de modélisation et de création de scénarios pour l'élaboration d'une stratégie de développement à faibles émissions de carbone (LEDS) dans les processus nationaux et par le biais de la collaboration Sud-Sud
Pays	Afrique du Sud
Secteur(s) concerné(s)	Tous
Période	2006 - à ce jour

Résumé

Le programme MAPS (Plans d'action et scénarios d'atténuation) s'est inspiré de l'expérience de l'Afrique du Sud en matière d'élaboration de scénarios d'atténuation à long terme (LTMS) au cours de la période 2006-2008. Cette approche cherche principalement à comprendre comment les changements surviennent dans les systèmes, tout en reconnaissant la dimension humaine des évolutions politiques et de l'élaboration des stratégies. Il est essentiel de développer une analyse technique de qualité avec les équipes locales mais il est tout aussi important (voire plus important) d'établir des relations entre les principales parties prenantes afin de garantir la crédibilité et l'acceptation de cette analyse, l'objectif étant d'influencer les processus politiques et d'élaboration des politiques tels que les LEDS.

La transposition de l'expérience sud-africaine en matière de LTMS dans de nombreux pays d'Amérique latine (notamment le Brésil, le Chili, la Colombie et le Pérou) par le biais du processus MAPS souligne l'importance d'un mandat gouvernemental solide et insiste sur une approche participative, menée à l'initiative des parties prenantes et axée sur la recherche collaborative, la modélisation et la création de scénarios.



Des experts sud-africains de l'Université du Cap font part de leurs connaissances par le biais d'un atelier « EconLab » coordonné par le programme MAPS au Brésil

© MAPS

Afrique du Sud

Recherche intégrée et création de scénarios pour l'élaboration d'une LEDS

Contexte

Les LTMS de l'Afrique du Sud ont été élaborés grâce à une équipe nationale de recherche de l'Université du Cap et au vaste processus de consultation des parties prenantes (organismes publics, entreprises, syndicats et société civile) qu'elle a mené entre 2006 et 2008. En ce qui concerne l'élaboration des scénarios, une approche basée sur les données s'appuyant sur deux composantes majeures, les processus et la recherche, a été adoptée. Le processus a cherché à élaborer des scénarios ambitieux mais réalistes tirant leur crédibilité de la rigueur des recherches techniques sous-jacentes. Les LTMS ont par conséquent fourni des informations sur la position de l'Afrique du Sud concernant la Conférence des parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui s'est tenue à Copenhague (Danemark) et ont servi de base à de nombreuses politiques nationales sur les changements climatiques élaborées par la suite.

Basé sur les réalisations du processus d'élaboration des LTMS en Afrique du Sud (voir figure ci-dessous), le programme MAPS a été mis au point afin de faciliter les processus similaires dans un certain nombre de pays d'Amérique latine (notamment le Brésil, le Chili, la Colombie et le Pérou). Comme c'est le cas avec les LTMS, il est impératif pour le processus d'associer la recherche et l'intérêt des parties prenantes aux politiques et à la planification. Cette stratégie met en évidence les processus participatifs afin de mobiliser les parties prenantes de tous les secteurs dans les pays participants et les associe aux meilleures recherches locales et internationales.

Activités

- » **Garantir un mandat de haut niveau** : en Afrique du Sud, le Cabinet du gouvernement a assuré un mandat de haut niveau. Au Brésil, en Colombie, au Chili et au Pérou, les hauts responsables politiques ont été contactés et ont pris l'engagement de soutenir le processus et d'y participer. L'approche adoptée a été généralement mise en œuvre par le biais des ministères de l'Environnement mais l'accent a été mis sur la nécessité de s'attacher au minimum 3 à 5 ministères (notamment les ministères des Finances) et leurs conseillers. Il était avantageux pour le président du pays d'être au moins au courant des efforts déployés dans le cadre du processus.
- » **Mettre en place une équipe locale de gestion des projets** : en collaboration avec les institutions locales (par exemple, universités, ONG, cabinets d'expertise et de conseil, etc.) et les ministères, une équipe de gestion de projets est constituée, celle-ci étant dotée des compétences nécessaires pour gérer et coordonner efficacement le processus de recherche et d'engagement participatif.
- » **Constituer une équipe chargée de la création des scénarios** : l'équipe de gestion des projets a choisi des parties prenantes au sein du gouvernement, des entreprises et de la société civile en vue de constituer une équipe chargée de la création des scénarios (SBT). Les membres de la SBT ont participé à titre personnel et ne représentaient pas officiellement leurs organismes ou secteurs respectifs. Ils ont pris part aux dialogues avec les groupes de recherche, ont fait réaliser des études, ont apporté leurs contributions et émis des hypothèses, ont évalué les résultats et ont élaboré le cadre des scénarios ainsi qu'un rapport final. En Afrique du Sud, toutes les parties prenantes ont approuvé le rapport relatif aux scénarios et ont accepté les rapports techniques. Des résultats similaires sont attendus dans les autres pays. Des efforts considérables sont déployés afin de s'accorder sur les règles régissant le processus, de définir les hypothèses et les facteurs clés pour les scénarios et de vérifier l'exactitude des résultats initiaux. Les résultats du travail de la SBT sont obtenus par consensus.
- » **Créer un groupe de haut niveau** : un groupe de haut niveau a été constitué afin d'inclure des décideurs politiques jouant un rôle important pour la mise en œuvre des politiques basées sur les scénarios qui ont été élaborés. En Afrique du Sud, ce groupe se composait de ministres au sein de l'Inter-Ministerial Committee on Climate Change (IMC), de responsables nationaux d'entreprises et de syndicats ainsi que de représentants de la société civile.

Afrique du Sud

Recherche intégrée et création de scénarios pour l'élaboration d'une LEDES

- » **Communiquer les résultats au groupe de haut niveau** : les scénarios ont été communiqués au groupe de haut niveau par étapes afin d'en assurer la compréhension et l'acceptation par les parties prenantes. En Afrique du Sud, la communication des résultats a pris la forme de tables rondes avec les groupes sectoriels et multisectoriels. L'aspect clé de cette activité a été d'établir un lien entre les scénarios et la politique nationale actuelle, sur lequel il serait possible d'agir ou d'influer. Des processus similaires ont régulièrement été mis en œuvre au Chili, au Pérou et en Colombie.
- » **Collaborer avec le groupe de haut niveau sur l'utilisation des résultats dans les politiques nationales** : l'équipe de gestion des projets a travaillé avec les membres du groupe de haut niveau afin de s'assurer qu'ils soutiennent les tâches réalisées et qu'ils les intègrent dans la planification des politiques.

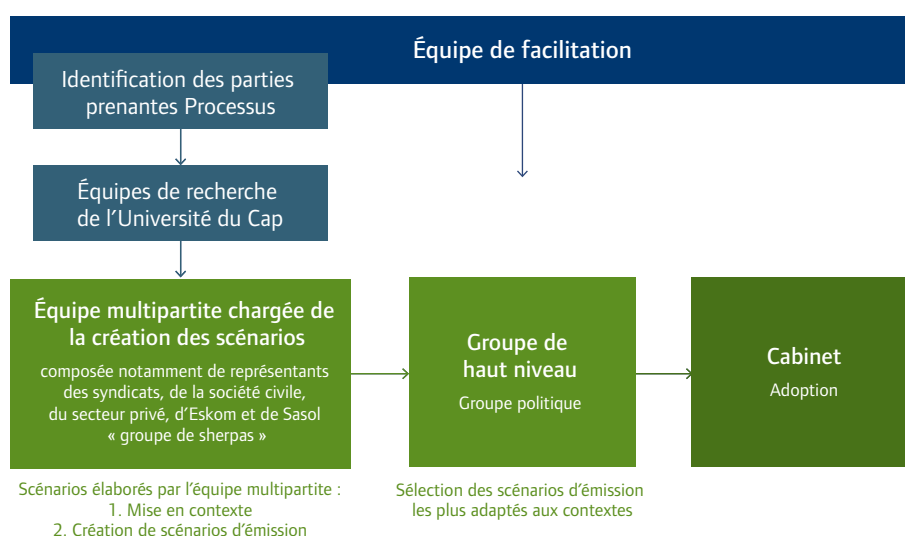
Institutions impliquées

Le cas des LTMS donne un bon exemple des institutions clés impliquées, à savoir le Cabinet du gouvernement sud-africain, le ministère de l'Environnement et du Tourisme (DEAT) (à présent le ministère de l'Environnement), l'Energy Research Centre (ERC) de l'Université du Cap, le ministère des Ressources minières et Tokiso (une société de médiation locale).

Partenaires

Les partenaires ont varié d'un pays à l'autre. Dans le cas des LTMS, les principales organisations impliquées sont répertoriées dans la rubrique ci-dessus. Le système de partenariats a été largement reproduit dans les cas du Brésil, de la Colombie, du Chili et du Pérou, où la collaboration s'opère principalement entre les ministères, les universités nationales et un éventail d'experts en matière de processus (organisations ou consultants indépendants). Rendez-vous sur le site Internet du programme MAPS pour plus de détails à l'adresse : www.mapsprogramme.org (en anglais uniquement).

Processus d'élaboration des LTMS en Afrique du Sud



Source : Banque mondiale, Low Carbon Study: South Africa, présentation, avril 2009

Afrique du Sud

Recherche intégrée et création de scénarios pour l'élaboration d'une LEDS

Financement

Les LTMS ont été entièrement financés par le gouvernement sud-africain. La collaboration en matière de MAPS a pu être renforcée grâce à des fonds de démarrage versés par la Children's Investment Funding Foundation (CIFF). Par la suite, le Climate and Development Knowledge Network (CDKN) financé par le Royaume-Uni et les Pays-Bas, la Direction suisse du développement et de la Coopération (DDC) ainsi que divers autres bailleurs de fonds ont apporté une aide supplémentaire pour les différents programmes de pays.

Impact des activités

- » **Garantie d'un soutien politique de haut niveau** : l'application de l'approche MAPS au Brésil, au Chili, en Colombie et au Pérou se trouve à divers stades de mise en œuvre mais des mandats interministériels de haut niveau ont été créés dans l'ensemble des pays.
- » **Sensibilisation accrue** : en Afrique du Sud, le processus de LTMS a eu le mérite d'accroître de manière significative le niveau de sensibilisation aux changements climatiques et les activités opérationnelles et politiques de haut niveau ont permis de démarrer des discussions essentielles pour le processus d'élaboration des politiques (Winkler, 2007). Les processus en cours qui bénéficient du soutien du programme MAPS au Chili, en Colombie, au Pérou et au Brésil montrent déjà des signes de réussite similaire.
- » **Mobilisation et collaboration des parties prenantes** : les équipes chargées de la création des scénarios et les groupes de haut niveau impliquent et mobilisent toutes les parties prenantes clés afin de générer des données factuelles et de les intégrer dans le processus d'élaboration de la LEDS nationale et des autres stratégies pertinentes.
- » **Développement et intégration des données factuelles dans la planification** : en Colombie par exemple, des mesures d'atténuation sectorielles spécifiques ont été identifiées et sont actuellement intégrées aux Plans d'action sectoriels en matière d'atténuation (SMAP).
- » **Renforcement des compétences, des connaissances et des capacités** : grâce à des ateliers collaboratifs et aux activités de formation technique, les capacités en matière de compétences et de connaissances dans les pays participants, ainsi que les rapports d'apprentissage mutuel basés sur la confiance et la collaboration dans l'ensemble de la région, ont été renforcés.

Bonnes pratiques identifiées

- » Le processus LTMS/MAPS est un processus mené à l'initiative du pays. Plutôt que d'imposer une expertise générique, il met l'accent sur le co-développement et la collaboration. **L'engagement et le leadership politiques de haut niveau** sont une condition préalable au démarrage de cette approche. De plus, la **coordination dans l'ensemble des ministères clés** et **l'implication des parties prenantes** sont essentielles pour les collaborations de recherche et, ultérieurement, les modalités d'application des données factuelles.
- » Une **analyse transparente** et exhaustive alliée à un soutien **professionnel et technique** est fondamentale dans les activités de recherche du processus MAPS. Cela permet au pays de développer une **vision à long terme** basée sur des **données fiables**. De plus, l'application réussie dans un large éventail de contextes nationaux témoigne de la **transférabilité** de l'approche.

Facteurs de réussite

- » **Garantie d'un mandat solide** : il est impératif de garantir un mandat initial solide, soutenu par plusieurs ministères et officialisé par écrit, ce qui constitue un fondement important pour l'engagement des parties prenantes et pour la crédibilité des activités. Ce mandat est essentiel pendant les phases de recherche et de diffusion.
- » **Accent mis sur une approche collaborative** : il est nécessaire de privilégier une approche collaborative plutôt qu'une approche prescriptive, descendante et menée à l'initiative du gouvernement. Cette stratégie a permis, en particulier, de garantir l'implication de certaines parties prenantes et d'échanger des données au niveau national ainsi qu'avec des homologues régionaux (par exemple, dans l'ensemble des pays participant au programme MAPS), ce que le programme MAPS a encouragé et facilité.

Afrique du Sud

Recherche intégrée et création de scénarios pour l'élaboration d'une LEDS

- » **Renforcement et gestion des relations de confiance avec les parties prenantes** : les équipes ont mis à profit les relations existantes avec leurs homologues gouvernementaux afin de renforcer la confiance dans la transparence et l'objectivité des scénarios et des études sur la croissance à faible émission de carbone. Les éléments clés sont les suivants :
 - » la transparence de l'approche, de la modélisation, des données et des hypothèses donne de bons résultats ;
 - » l'objectivité et la souplesse de l'approche favorisent la collaboration et l'appropriation nationale des résultats ;
 - » la participation active des parties prenantes garantit la durabilité ;
 - » les équipes d'étude sélectionnées en collaboration avec les parties prenantes nationales assurent la légitimité et la crédibilité des résultats ;
 - » les liens entre les parties prenantes, les participants aux études et les ministères facilitent le dialogue intersectoriel, un élément crucial lors de l'élaboration des stratégies d'atténuation et de l'établissement des priorités en matière d'intervention.
- » **Renforcement de la confiance grâce à une collaboration Sud-Sud** : le programme MAPS a été préconisé par un partenariat sud-africain ayant fait l'expérience d'un processus similaire. Ce facteur a été décisif pour garantir l'acceptation du programme, compte tenu du haut degré de confiance qu'engendre la collaboration Sud-Sud et du fait que les autres pays ont pu s'appuyer sur une expérience concrète comparable.

Principaux obstacles/difficultés

En matière de capacités

Quels ont été les principaux obstacles/difficultés rencontrés pour obtenir ces résultats ? Comment ont-ils été surmontés ?

Afin de garantir le bon déroulement des processus, les capacités nationales doivent être renforcées (ce qui constitue généralement une exigence du gouvernement ou du bailleur de fonds international). En raison des capacités parfois limitées en la matière, il peut y avoir de la concurrence autour d'un petit nombre d'experts nationaux (les universitaires, par exemple) en termes de temps et de compétences. Il peut donc s'avérer difficile de les mobiliser et de les maintenir dans le processus, en particulier si les fonds ou le soutien politique tardent.

Le fait de mettre l'accent sur les avantages de la collaboration aux niveaux national, régional et international, ainsi que sur les possibilités de publication (en proposant la paternité conjointe des publications prévues) a permis d'encourager l'implication des parties prenantes. Mener à bien les travaux en dépit des processus bureaucratiques (parfois lents) nécessaires à la mobilisation des universités a nécessité une certaine patience. Les retards de financement ont rendu d'autant plus difficile l'engagement à long terme des chercheurs dans le processus. Dans le cas de l'approche MAPS, cela a été possible en consacrant beaucoup de temps à maintenir l'intérêt des chercheurs par le biais de visites en personne.

En matière de financement

Il est difficile de garantir au bon moment des fonds suffisants pour le développement des activités. De plus, le processus de recueil et d'analyse des données nécessite des fonds importants.

L'approche MAPS a débuté avec un petit nombre de fonds de démarrage, l'objectif étant de créer une équipe de coordination et de mobiliser les parties prenantes clés au sein du gouvernement et des institutions de recherche nationales. Étant donné que l'approche était nouvelle et potentiellement risquée, il était nécessaire de recourir à un bailleur de fonds peu frileux face au risque (dans le cas du processus MAPS, c'est CIFI, une fondation philanthropique, qui a rempli ce rôle). Une fois défini, le potentiel d'impact était plus précis et présentait moins de perspectives risquées pour les autres bailleurs (dans le cas du programme MAPS, les gouvernements britannique et néerlandais ont financé le programme du CDKN puis ont octroyé des fonds supplémentaires en faveur du développement des activités).

Afrique du Sud

Recherche intégrée et création de scénarios pour l'élaboration d'une LEDS

En matière d'informations

Il peut être difficile de coordonner de manière efficace la quantité d'informations à partager ainsi que leur degré de diffusion. D'une part, le fait de communiquer largement les données et de s'assurer qu'elles influent sur le processus politique est un objectif clé. D'autre part, partager une trop grande quantité d'informations trop tôt dans le processus peut nuire à la crédibilité si la qualité des données n'est pas suffisamment élevée.

Il est important de coordonner de manière efficace les modalités de traitement des demandes d'information émanant de l'extérieur. La production de données génère une demande de la part du gouvernement (par exemple, données de référence pour l'élaboration des MAAN) ou du secteur privé (évaluation des menaces et des opportunités pour les transactions et les investissements). Cela est intéressant pour les chercheurs car, au cas où elles sont utilisées, les données sont légitimées et deviennent des « données officielles ». Il faut donc trouver le juste milieu entre la nécessité de rassurer les chercheurs sur le fait qu'ils pourront publier et échanger des données (ce qui est important pour favoriser leur participation aux activités) et celle de contrôler la diffusion des informations (par exemple, par le biais d'accords de confidentialité officialisés par écrit en contrats, ce qui est important pour pouvoir exercer ce contrôle).

Il est impératif d'être vigilant aux changements soudains concernant l'importance des données et des informations (par exemple, si un responsable politique annonce subitement la préparation de l'inventaire national en matière de GES alors qu'en réalité, il n'est pas encore finalisé). En cas de politisation soudaine des données et des informations comme dans l'exemple précédent, la réponse peut potentiellement avoir une incidence sur le futur mandat, l'impact, l'étendue ou le thème des activités.

Une coordination et communication étroites avec le gouvernement peuvent aider à garantir un processus harmonisé (et à éviter toute surprise concernant l'annonce de la disponibilité des données avant qu'elles ne soient prêtes à être utilisées). Parfois, les événements politiques peuvent rehausser l'intérêt pour les informations et la demande en la matière. Dans ces cas-là, il est important de répondre le plus rapidement possible afin de profiter de l'occasion d'encourager l'utilisation des données. Dans le cas du processus MAPS, cela a parfois nécessité que les équipes de recherche travaillent toute la nuit dans un délai très court pour résoudre les conflits techniques. De plus, l'atteinte d'un consensus garantit la publication plus rapide des informations par rapport à ce qui avait été prévu au départ.

Il peut s'avérer difficile de communiquer de manière efficace les résultats et les conclusions aux médias.

Il est impératif de contacter directement les médias, et ce suffisamment tôt, afin de les mettre au courant du processus. La mobilisation de ministères de poids (par exemple, le ministère des Finances) ou de responsables politiques (par exemple, les ministres) permet d'attirer l'attention (au Chili par exemple, un déjeuner de travail avec 20 journalistes et les représentants du ministère de l'Environnement a été organisé dans le cadre du processus MAPS). Le fait d'établir des relations personnelles avec les journalistes peut réduire le risque de publication d'informations erronées ou trompeuses (un journaliste peut, par exemple, vérifier rapidement les faits, etc.). Cet aspect est particulièrement important dans les environnements où il n'existe pas de journalistes spécialisés familiarisés avec le contexte technique ou politique des activités.

En matière institutionnelle

Les approches participatives peuvent sembler risquées pour le gouvernement (en particulier si elles ne sont pas fréquemment utilisées dans l'élaboration des politiques). Il s'agit effectivement d'une passation de pouvoir qui peut s'avérer politiquement délicate et, donc, difficile.

Il est important de faire preuve de transparence en matière de coûts et d'avantages. Les coûts incluent la nécessité de traiter et de résoudre les conflits (ce qui est inévitable) afin de renforcer le consensus et la collaboration autour des analyses. Cela nécessite des investissements en termes de temps et de compétences dédiées (médiateurs/facilitateurs), le personnel devant bénéficier d'une formation au niveau local ou d'un soutien de l'extérieur (le programme MAPS a assuré la formation de 25 facilitateurs en 2012, dont sept travaillent aujourd'hui dans les pays d'Amérique latine / Caraïbes participant à ce programme). Ces efforts présentent l'avantage de générer des analyses plus fortes et plus solides sur lesquelles baser les

Afrique du Sud

Recherche intégrée et création de scénarios pour l'élaboration d'une LEDS

décisions et d'aboutir à un consensus plus large autour des résultats finaux, les rendant ainsi moins sujets à contestation ultérieurement et, donc, plus solides sur le plan politique.

Il est fondamental pour le processus de garantir l'accès aux données et aux informations mais il est difficile d'inciter les parties concernées à échanger des informations au niveau national (entre les organisations) et au niveau régional (entre les pays).

Il est impératif de cibler et de mobiliser les bonnes personnes grâce aux efforts combinés d'un responsable de recherche et d'un responsable de processus (facilitateur/médiateur). Ces deux responsables ne doivent pas ménager leurs efforts pour mobiliser les personnes qui connaissent bien le secteur (par exemple, les universitaires, les fonctionnaires des organismes publics concernés et les responsables d'entreprises du secteur privé) ainsi que pour renforcer la confiance et l'entente commune. Cela nécessite d'organiser des activités tout au long du processus (par exemple, visites régulières, réunions en face-à-face, ateliers et examens par les pairs). Les relations personnelles sont importantes car elles créent un climat d'ouverture et d'engagement autour des domaines d'intérêt commun (par exemple, le partage d'expériences renforce le sentiment de collaboration et, donc, la motivation pour contribuer au processus). L'importance du statut du programme MAPS en tant qu'initiative basée sur une collaboration Sud-Sud est également décisive. Cette initiative est présentée activement comme une collaboration fondée sur l'égalité et le soutien plutôt que comme une réunion d'experts étrangers venus expliquer aux parties prenantes locales comment procéder.

Il est difficile de garantir une participation continue efficace. Certaines parties prenantes doutent des processus collaboratifs, d'autres sont réfractaires à un nombre trop élevé de participants. Certaines ne s'impliquent pas de manière régulière (par exemple, en raison des contraintes des ONG participantes en matière de temps et de ressources) tandis que d'autres ne reconnaissent pas toujours l'intérêt de fournir des efforts (par exemple, certains acteurs du secteur privé).

Le renforcement de la confiance est une composante fondamentale des processus. Il ne s'agit pas d'établir des relations amicales mais d'entretenir le respect ainsi que des rapports clairs. L'existence d'un facilitateur dédié pour superviser et coordonner le processus d'engagement en cours change considérablement la donne. Il est important d'élaborer et de convenir des règles d'engagement dès les premières étapes du processus et ce, de manière concertée. Les activités de groupe sont également utiles dans ce cas (par exemple, en rassemblant les participants lors d'ateliers-séminaires privilégiant travail et divertissement ensemble).

En matière socio-culturelle

Enseignements tirés

- » Les processus menés par le gouvernement ont des aspects positifs et négatifs : en ce qui concerne l'engagement des parties prenantes, celles-ci savent que le travail aura très probablement une incidence sur l'élaboration des politiques, ce qui est positif puisque cela attire les acteurs clés (car ils pensent que les parties prenantes « concoctent » une initiative particulière et veulent en faire partie). En revanche, cela peut avoir un impact négatif : en effet, les autres parties prenantes feront preuve de plus de conservatisme (secteur privé, entre autres) sachant qu'il est possible que ces processus se transforment en règlement.
- » La nature du rôle que joue le gouvernement importe peu du moment qu'il apporte son soutien. Au Chili par exemple, le rôle du gouvernement dans le programme MAPS est de nature technique. Au Pérou, le gouvernement joue un rôle davantage axé sur les communications et le soutien politique.
- » Les défenseurs des politiques économiques et ceux des politiques climatiques constituent deux composantes importantes : la réussite du processus repose largement sur la participation des membres du gouvernement (c'est-à-dire les ministères de l'Environnement) qui défendent les politiques climatiques. Cependant, les défenseurs des politiques économiques sont tout aussi importants (voire peut-être plus) car ils exercent une influence plus grande dans l'économie politique.
- » Il est impératif de reconnaître que l'approche axée exclusivement sur le climat ne fonctionne plus : il est peu probable qu'il soit possible d'obtenir un mandat pour une étude sur les émissions sans prendre en compte les aspects liés au développement.

Afrique du Sud

Recherche intégrée et création de scénarios pour l'élaboration d'une LEDS

Comment reproduire ces pratiques

- » **Garantir un mandat de haut niveau** : il est important de mettre en place des mesures en rapport avec les objectifs clés de développement qui présentent un intérêt ou une importance particulière pour le pays ou une personne agissant à titre de défenseur. Il est également important de mettre l'accent sur l'approche collaborative, de faire preuve d'humilité mais aussi d'avoir confiance dans le processus et l'approche (en citant les réussites passées, par exemple celles de l'Afrique du Sud). Enfin, il est nécessaire de rendre le mandat explicite, en l'officialisant par écrit et en le faisant signer par les ministres (de préférence les ministères de poids et les plus pertinents).
- » **Réunir une équipe professionnelle de base** : il est impératif de s'appuyer sur les institutions et les organisations locales (par exemple, les ministères, les universités, etc.) et de nommer un responsable de processus et un responsable de recherche. Le responsable de processus doit être un bon communicateur/facilitateur, capable d'utiliser le jargon du domaine des changements climatiques et un langage de vulgarisation, de faire office de médiateur ainsi que de gérer les différends et les conflits. Le responsable de recherche doit également être un bon communicateur/facilitateur, avec suffisamment de crédibilité et de compétences pour rassembler et coordonner l'équipe de recherche. Le responsable de processus et le responsable de recherche doivent tous deux avoir une expertise technique et être en mesure d'établir des liens avec les différents secteurs (par exemple, les associations d'agriculteurs, les syndicats, les entreprises, etc.). Un travail d'équipe efficace est également fondamental, en particulier pour gérer et résoudre les conflits.
- » **Investir dans l'engagement des parties prenantes** :
 - » Les groupes clés à mobiliser dans le processus sont les suivants : le gouvernement (car il estime gérer et participer à la fois), les poids lourds de l'économie (c'est-à-dire les organisations qui génèrent le plus de valeur économique au sein de l'économie, du secteur public ou du secteur privé ainsi que la société civile (par exemple, avis des experts, mouvements populaires)). Il est impératif de s'assurer que toutes les parties prenantes comprennent et partagent la vision du changement et bénéficient d'une équipe de recherche de qualité qui renforce la crédibilité et l'innovation et qui, globalement, produit des analyses rigoureuses sur la base des contributions des parties prenantes. Il est également impératif de travailler par le biais des défenseurs ou des porte-paroles de la cause climatique (par exemple, membres du gouvernement qui défendent les mesures en faveur de la lutte contre les changements climatiques, entreprises, ONG, médias, etc.).
 - » Il est important de commencer par connaître le contexte : les relations sont primordiales dès le départ (avant même les premières réunions). Il est essentiel de commencer par des discussions bilatérales, d'accepter les dimensions humaines avec honnêteté et d'expliquer les enseignements tirés des problèmes rencontrés par le passé. Les processus participatifs doivent être progressifs et émergents : il n'est pas toujours facile d'associer entre elles les cultures de travail des différentes parties prenantes (par exemple, une culture de l'ingénierie agressive et rapide avec une culture gouvernementale méthodique et bureaucratique). Il est également indispensable de garantir la transparence du processus et de maintenir toutes les parties prenantes dans le circuit.

Contacts/renseignements

- » Stefan Raubenheimer, directeur (SouthSouthNorth), stef@southsouthnorth.org

Autres ressources clés

- » www.mapsprogramme.org/category/publications/ (en anglais uniquement)
- » www.mapsprogramme.org/publications/videos/maps-101-maps-approach/ (en anglais uniquement)

Site(s) Internet

- » www.mapsprogramme.org/ (en anglais uniquement)

Afrique du Sud

Recherche intégrée et création de scénarios pour l'élaboration d'une LEDS

Auteur(s)	Nicholas Harrison (Ecofys) et Kimberley Mees (Ecofys) Édition : Nicholas Harrison (Ecofys) Équipe éditoriale : Frauke Röser, Thomas Day, Daniel Lafond, Niklas Höhne et Katja Eisbrenner (Ecofys) Coordination : Ecofys (www.ecofys.com)
Contributeur(s)	<ul style="list-style-type: none"> » Stefan Raubenheimer, directeur des MAPS, SouthSouthNorth » Marta Torres, directrice des MAPS, Université du Cap » Hernan Blanco, responsable de processus, MAPS Chili » Blaise Dobson, SouthSouthNorth
Références	<ul style="list-style-type: none"> » Energy Sector Management Assistance Program (ESMAP) and Carbon Finance-Assist Program (CF-Assist), 2009, Low Carbon Growth Country Studies-Getting Started. Experience from Six Countries, Washington : Banque internationale pour la reconstruction et le développement/ Groupe de la Banque mondiale. » Hallows, D., 2008, A critical appraisal of the LTMS, Johannesburg : Sustainable Energy and Climate Change Project (SECCP) of Earthlife Africa. » Mitigation Action Plans & Scenarios (MAPS), 2011, Projects. Disponible (en anglais uniquement) sur : www.mapsprogramme.org/category/projects/ [consulté le 28 janvier 2014]. » Mitigation Action Plans & Scenarios (MAPS), 2013, MAPS International. Disponible (en anglais uniquement) sur : www.mapsprogramme.org/category/projects/south-africa-projects/ [consulté le 28 janvier 2014]. » Raubenheimer, S., 2007, Long Term Mitigation Scenarios: Process Report, Pretoria : ministère de l'Environnement et du Tourisme. » Raubenheimer, S., 2011, South Africa's Long Term Mitigation Scenarios: Background (entretien du 26 novembre 2011). » Scenario Building Team, 2007, Long Term Mitigation Scenarios: Scenario Document, Pretoria : ministère de l'Environnement et du Tourisme. » Winkler, H., 2007. Long-Term Mitigation Scenarios: Project Report, Le Cap : Energy Research Center, Université du Cap. » Winkler, H., 2012a, Sequencing in South Africa's Long Term Mitigation Scenarios (entretien du 20 août 2012). » Winkler, H., 2012b, LTMS: Research and Stakeholder Interaction (entretien du 23 octobre 2012).



Empowered lives.
Resilient nations.



Australian Government

giz

On behalf of:



Federal Ministry
for the Environment, Nature Conservation,
Building and Nuclear Safety

of the Federal Republic of Germany